

Le député demande si la réforme fiscale devrait être neutre. Je m'étonne de l'entendre nous dire que le gouvernement pourrait s'esquiver et ne pas tenir la promesse de réduire le taux d'imposition des particuliers faite dans le discours du trône. Ce serait une mauvaise manœuvre, selon lui. Je crois que l'impôt sur le revenu de bien des travailleurs canadiens est trop élevé. Pour avoir un régime fiscal juste, il faut l'alléger tout en accroissant celui du secteur privé. Il ne faut pas essayer d'augmenter en catimini le fardeau fiscal des particuliers par le biais de la taxe de transaction.

[Français]

M. le vice-président: Nous allons poursuivre le débat avec l'honorable ministre de l'Expansion industrielle régionale et responsable de Postes Canada (M. Côté).

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale et responsable de Postes Canada): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup de plaisir que j'interviens aujourd'hui dans le débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône.

J'interviens avec d'autant plus de plaisir que ce discours du Trône propose plusieurs initiatives capitales pour l'ensemble des Canadiens, en particulier pour ceux qui sont en contact avec le monde des affaires, que ce soit en tant que propriétaires, investisseurs ou travailleurs et travailleuses.

Monsieur le Président, les Canadiens, tout autant que mes honorables collègues, savent très bien que notre pays fait face actuellement à des conditions économiques changeantes auxquelles il doit sans cesse chercher à s'adapter.

Nous sommes une nation industrielle et commerçante. Nous dépendons du commerce aussi bien pour la mise en valeur de nos matières premières que pour le bien-être économique de nos industries et notre secteur des services. Nous sommes de bons gestionnaires, de bons innovateurs et de bons commerçants. Notre main-d'œuvre est qualifiée et fort productive, et qui plus est, notre «compétitivité» s'étend à presque tous les secteurs de l'économie en dépit de la taille restreinte de notre marché intérieur.

Ces qualités, la plupart des experts internationaux nous les reconnaissent. Dans son discours de vendredi dernier, le premier ministre (M. Mulroney) a fait allusion au *European Management Forum*. Que nous disent donc ces experts? Ils nous disent que la position concurrentielle du Canada s'est améliorée, à tel point que depuis deux ans nous sommes passés, d'après leur classement, du 11^e au 6^e rang des grandes nations industrielles. Pas mal, n'est-ce pas, si nous examinons les performances de nos concurrents! Et, monsieur le Président, si nous persévérons, je vous assure que nous pouvons faire encore meilleure figure. Mais pour ce faire, nous devons relever trois grands défis.

D'une part, en tant que nation commerçante, nous devons avoir plein accès aussi bien aux marchés internationaux qu'aux capitaux internationaux nécessaires à notre croissance, car notre bien-être en dépend. D'autre part, en tant que pays fortement industrialisé, nous devons continuer à être productif et concurrentiel sur le plan international. Nous devons être à la fine pointe de la technologie et nous adapter également avec toute la créativité et l'ingéniosité dont nous sommes capables aux changements économiques sur la scène mondiale. L'avenir économique de notre pays l'exige.

L'Adresse—M. Côté

Finalement, en tant que nation composée d'éléments géographiques et culturels variés, fondée sur le principe de l'équité et de la solidarité, nous devons viser une croissance équilibrée dans toutes les régions du pays. L'intégrité de notre confédération le rend nécessaire.

• (1240)

[Traduction]

Vous savez bien, monsieur le Président, et tous les députés le savent aussi, que la principale préoccupation du gouvernement actuel a été le renouveau économique. Nous avons vraiment réalisé de grands progrès depuis septembre 1984, mais je n'oblige personne à le croire. Laissez-moi vous citer le rapport annuel de l'Association des manufacturiers canadiens qui parle des réalisations économiques de la présente administration:

Les restrictions de l'AEIE, qui témoignaient d'un nationalisme étroit et destructeur, ont été éliminées et Investissement Canada travaille maintenant activement à encourager l'investissement. L'acrimonie des relations fédérales-provinciales a fait place, face à nos problèmes, à une attitude plus positive, visant à construire une nation.

L'an passé, nous avons assisté à un rétablissement progressif du bon sens dans les finances du gouvernement fédéral.

On a présenté un projet de loi sur la concurrence qui reconnaît explicitement la concurrence internationale, mais apporte également une protection contre l'utilisation abusive d'une position dominante.

D'importants changements fiscaux destinés à améliorer la neutralité ont également été présentés.

C'est un résultat impressionnant qui fait certainement l'envie de certains de mes collègues qui étaient autrefois de ce côté. Naturellement, M. Laurent Thibault, le président de l'Association des manufacturiers canadiens, félicite ses membres d'avoir participé à l'obtention de ce résultat. Je suis certainement de cet avis et je suis persuadé que tous les députés admettront avec moi que tous les Canadiens doivent se féliciter de ce qui a été accompli, ainsi que de la baisse de l'inflation, des taux d'intérêt et du chômage.

Naturellement, en tant que ministre de l'Expansion industrielle régionale, je cherche plus particulièrement à concilier les impératifs de la concurrence industrielle, d'une part, et d'une expansion économique équilibrée dans tout le Canada. Mon ministère se consacre au développement de l'industrie canadienne, notamment dans le secteur manufacturier et dans celui des services, ainsi qu'à la promotion et à la consolidation des possibilités de développement qui existent au Canada. Nous avons l'intention de parvenir à ces objectifs en collaboration avec le secteur privé et les gouvernements provinciaux.

En tant que ministre responsable d'Investissement Canada, je cherche également à ce que le Canada obtienne une part croissante des investissements internationaux, car nous en avons besoin pour augmenter l'emploi dans tout le pays.

[Français]

Monsieur le Président, un des facteurs cruciaux qui limite souvent le développement est l'absence de capitaux, et à ce sujet que l'on me permette simplement rappeler que le premier projet de loi dont cette Chambre ait eu à se saisir est celui justement qui a permis la mise sur pied d'Investissement Canada. Dès sa création, cet organisme, dont j'ai l'honneur d'être responsable, s'est révélé être un instrument capital de promotion des investissements tant canadiens qu'étrangers au pays.